

**Des voix:** Oh, oh!

**Des voix:** Bravo!

\* \* \*

### LES FINANCES

#### DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS AU SUJET DU CRÉDIT D'IMPÔT À L'ÉNERGIE

**M. Ian Waddell (Vancouver-Kingsway):** Madame le Président, sans me lancer dans une discussion pour savoir qui va bénéficier de prix plus avantageux, permettez-moi d'évoquer quelques instants une excellente mesure que le gouvernement pourrait prendre.

Cette nouvelle augmentation tombe bien mal puisque l'indice des prix à la consommation n'a jamais été aussi élevé depuis 38 ans. Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a déclaré le mois dernier que chaque fois que le prix du baril de pétrole augmentait d'un dollar, l'indice des prix à la consommation augmentait d'un demi point de pourcentage; ce qui veut dire que la hausse d'hier soir va porter l'indice à près de 14 p. 100. J'aimerais savoir si le ministre des Finances est disposé à limiter les effets de cette augmentation pour les consommateurs à faible ou moyen revenu en instaurant à cet effet un crédit d'impôt pour l'énergie . . .

**Des voix:** Oh, oh!

**Une voix:** Les néo-démocrates ont rejeté cette mesure en votant contre le budget des conservateurs. Cette proposition émane des conservateurs.

**M. Waddell:** . . . en proposant un crédit d'impôt pour l'énergie qui permettrait . . .

**Une voix:** Vous vous êtes inspiré du budget de M. Crosbie.

**M. Baker (Nepean-Carleton):** J'aimerais entendre la réponse.

**Mme le Président:** A l'ordre, je vous prie.

**M. Hees:** Je n'en crois pas mes oreilles. Le voilà qui propose une mesure qu'il a déjà rejetée.

**Mme le Président:** A l'ordre, je vous prie.

**L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Madame le Président, au cas où le député n'aurait pas entendu ma réponse, je tiens à répéter que je n'ai pas l'intention d'instaurer un crédit d'impôt pour l'énergie. Si nous avons décidé d'augmenter le prix du pétrole, c'est en partie pour éviter d'accroître le déficit à cause des paiements de compensation pour les importations de pétrole, dont le montant total a été fixé dans le budget à 350 millions. Si nous n'avions pas décrété cette augmentation pour pouvoir répondre aux besoins mentionnés par le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, le montant total du déficit à ce titre s'en serait accru d'autant.

**M. Clark:** Nous voulons des preuves. Donnez des chiffres à la Chambre.

### Questions orales

**M. MacEachen:** C'est pour cette raison qu'il ne semble préférable de respecter les objectifs fixés par le budget et de ne pas dépasser le montant prévu pour le déficit au titre des paiements compensatoires pour les importations de pétrole. On aurait tort actuellement de . . .

**M. Clark:** D'aider qui que ce soit.

**M. MacEachen:** . . . d'aller à l'encontre des objectifs que nous nous sommes fixés et d'engager de nouvelles dépenses.

\* \* \*

### L'ÉNERGIE

#### LES RÉDUCTIONS DE LA PRODUCTION PÉTROLIÈRE PAR LE GOUVERNEMENT DE L'ALBERTA

**L'hon. John C. Crosbie (Saint-Jean-Ouest):** Madame le Président, le porte-parole du NPD en matière d'énergie a voté le 13 décembre 1979 contre le crédit d'impôt sur l'énergie qu'il réclame aujourd'hui.

Ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, le saint patron de Maurice Strong et des Belges, mais non des consommateurs canadiens. Depuis l'an dernier, il y a eu 12 hausses des prix du pétrole et du gaz au Canada dont neuf ont été uniquement des hausses de taxes fédérales alors que les provinces productrices elles-mêmes n'ont rien retiré. Le ministre a offert de réduire de 7.25c., sauf erreur, la majoration de 60c. intervenue l'an dernier, si le premier ministre M. Lougheed consentait à ne pas réduire la production pétrolière. La réduira-t-il encore de 52c. et supprimera-t-il ces taxes fédérales si M. Lougheed consent à agir ainsi ou demande-t-il simplement à l'Alberta de faire des sacrifices, tandis que le gouvernement fédéral empêche toutes les recettes fiscales.

**Des voix:** Bravo!

● (1440)

**L'hon. Marc Lalonde (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Madame le Président, je voudrais seulement rappeler au député de Saint-Jean-Est qu'après avoir déposé le budget exorbitant qu'il a essayé d'imposer à nos concitoyens . . .

**Mlle MacDonald:** Cela ne représentait que 18c.

**M. Lalonde:** . . . il a sillonné notre pays au mois de janvier et de février 1980, au cours de la campagne électorale, en affirmant que son budget était déjà dépassé par les événements et qu'il fallait, selon lui, recourir à de nouvelles augmentations en plus de celles qui étaient contenues dans le budget. Il devrait donc être le dernier à se plaindre qu'on ait augmenté la taxe.

Pour ce qui est de notre gouvernement, je répète que nous avons pris des engagements à l'égard des prix qui seraient pratiqués en 1980 et jusqu'en 1984. Je puis affirmer à l'hon. représentant que les consommateurs canadiens . . .